

Fiscalité

- Train de vie de l'Etat : Que les ministres aient leur salaire, le remboursement de leurs frais : ok. Mais qu'ils ne bénéficient pas d'autres avantages ainsi que leur famille, même après leur fin de mandat (prise en charge de frais d'obsèques d'un membre de leur famille, alors que celui-ci n'est plus en activité)
- Salaires : ministres, sénateurs, députés, corps consulaires, hauts fonctionnaires sont trop élevés avec en plus tous les avantages qui s'y rajoutent
- Ministre qui est 6 mois en poste lui donne droit à la retraite
- Les propositions du gouvernement en dehors de la réalité
- Pour le travail des intérimaires, les employeurs abusent des contrats courts
- Salaire du privé dans les grandes entreprises : Mauvaise répartition entre les grands patrons qui gagnent des millions et la base
- Répartition des dividendes : Profit des grosses entreprises devraient être redistribués autrement que par des dividendes versés aux actionnaires (retour aux salariés)
- Artisanat : Les petites entreprises ont du mal à s'en sortir, les grosses entreprises emploient de la main d'œuvre moins chère qui vient souvent des pays de l'est donc moins taxée, le taux des taxes devrait être uniformisé
- Artisanat : Les petites entreprises ne sont pas imposées au même taux que les grosses entreprises
- Prime d'activité : N'est pas donnée à quelqu'un qui touche 1 300 € et lorsqu'elle est attribuée, c'est l'APL qui diminue. Elle n'est octroyée que sur demande. Difficile de s'y retrouver pour savoir à quoi on a droit.
- Diminution de la TVA sur les produits alimentaires de base
- Logements : On construit des milliers de logements alors qu'il y a énormément de logements vacants, l'Etat devrait garantir le paiement des loyers aux propriétaires privés
- Agriculture :
 - Mieux rémunéré les agriculteurs et producteurs français.
 - Les normes ne sont pas identiques : Très strictes en France
 - Mise en concurrence déloyale avec les autres pays
 - Marchandises qui arrivent de l'étranger sont moins chères mais non soumises aux mêmes normes, valable pour certains pays européens
 - Il n'y a qu'en France qu'il y a une traçabilité des produits
 - Uniformisation pour tous les pays
- Réduire, taxer et punir l'évasion fiscale et l'expatriation fiscale (3 ans de prison minimum)
- Remise à plat des niches fiscales
- Défisiscalisation des heures supplémentaires ne favorise pas les embauches
- Si la suppression de l'ISF maintenu qu'il y ait une exigence de réinvestissement dans les énergies nouvelles
- La défiscalisation a entraîné une baisse de la couverture santé (fermeture d'hôpitaux et de services non rentables, médicaments dé-remboursés, etc...). Il faut maintenir la couverture santé
- Radars :
 - Où passe l'argent ?
 - Radars = Pompe à fric
 - Ne doivent pas être cachés
- Autoroutes, payés par les français et revendus au privé et tarif des autoroutes non contrôlés
- Cigarettes : Où passe l'argent des taxes ?

- Instaurer un fléchage de l'impôt
- Harmoniser la fiscalité et les réglementations au niveau de l'Europe
- Chômage : Pour les agents des organismes consulaires et autres administrations, un salarié licencié ou qui a démissionné n'a pas droit au chômage. Pour l'exemple, les organismes consulaires cotisent mais n'indemnisent pas si le travailleur n'a pas travaillé autant dans le consulaire que dans le privé, il faut compter 4 ans de procédure et pendant cette période pas de RSA et pas de chômage
- Prélèvement à la source : Les assistantes maternelles et aides à la personne ont des contrats difficilement compréhensibles
- Délégation des missions de l'Etat auprès d'organismes privés : (Radars, autoroutes, amendes, parking, verbalisation,...) conduisent à des dérives avec des risques de détournement de fonds du public vers le privé.
- Délocalisation des entreprises (Chine ...) devrait être taxée